C'est un véritable hiver que nous réserve ce début d'année 2019. Il neige, et les températures sont tombées bien en-dessous de zéro. Pourtant, malgré la bise glaciale, les citoyens se rassemblent, défilent et contestent des pouvoirs honnis, à Banja Luka, Belgrade comme à Budapest ou Tirana. Editorial commun au *Courrier des Balkans* et au *Courrier d'Europe centrale*.

À Banja Luka, c'est pour demander « justice et vérité » pour un jeune homme assassiné la nuit du 17 au 18 mars de l'an passé, David Dragičević, que des milliers de personnes défient le régime autoritaire, autocratique et corrompu de Milorad Dodik. Depuis la fin du mois de décembre, les autorités de la Republika Srpska ont interdit tous les rassemblements, interpellé des dizaines de personnes et envoyé les unités spéciales de la police déloger ceux qui continuaient à vouloir déposer des bougies dans la neige.

« L'ambiance actuelle ressemble tragiquement à celle qui prévalait à Banja Luka en 1992 », note le journaliste Dragan Bursać. *« Sauf qu'à l'époque, la police serbe traquait les non-Serbes, et maintenant, puisque ces derniers ont presque disparu de Banja Luka, elle s'acharne sur les Serbes ».* Ancien « modéré » longtemps soutenu par les Occidentaux, Milorad Dodik serait devenu un « ultranationaliste ». Mais ces mots-là ont-ils encore un sens ? La seule réalité qui intéresse Dodik, c'est le pouvoir. Le pouvoir absolu, pour lequel il serait prêt à sacrifier le peuple serbe tout entier.

À Belgrade, c'est pour dire « non aux chemises ensanglantées », non au tabassage d'un opposant par des nervis du régime que les manifestations ont commencé le 8 décembre. Depuis, chaque samedi, des dizaines de milliers de personnes se rassemblent pour dire qu'elles ne veulent plus du régime autoritaire, manipulateur et liberticide d'Aleksandar Vučić. Pourtant déplore le sociologue Jovo Bakić, *« les Occidentaux soutiennent Vučić comme ils ont soutenu Milošević en 1996 ».* En effet, ils veulent voir en lui non seulement le garant de la « stabilité régionale », mais aussi l'homme qui pourrait enfin « régler » la question du Kosovo.

Contre Vučić et son régime, il y a des partis de gauche, du centre, de droite et d'extrême droite, mais surtout beaucoup de citoyens qui n'accordent plus aucune confiance aux partis politiques, quels qu'ils soient. Non seulement ces mouvements sont souvent corrompus, mais le discours post-politique de Vučić, l'ancien ministre de Milošević qui proposait de tuer « 100 musulmans pour un Serbe », devenu chantre de l'intégration européenne, a fait perdre toute réalité aux mots et aux concepts. La gauche, la droite, le nationalisme, les valeurs fondamentales de l'État de droit ? Tout cela a disparu, emporté par la rhétorique du nouveau maître de Belgrade. La première ministre Ana Brnabić veille au grain : c'est elle qui est chargée d'appliquer les mesures ultra-libérales qui doivent achever de transformer la Serbie en un petit atelier de façonnage et de sous-traitance, en périphérie proche de l'Union européenne.

Les Balkans à l'heure de Budapest ?

Contre un avenir périphérisé

C'est aussi cela, cet avenir économique et social à jamais périphérisé que refusent les Serbes comme les Bosniens, comme d'ailleurs tous les citoyens des Balkans. Depuis le mouvement des plénums en Bosnie-Herzégovine en 2014, jusqu'à l'inaboutie « révolution des couleurs » de Macédoine en 2016, c'est la même aspiration profonde qui s'exprimer : nous ne voulons pas partir, nous voulons vivre et travailler dans notre pays, décemment. Pourtant, l'exode s'impose, encore et toujours, vidant tous les pays des Balkans.

C'est aussi contre cette réalité injuste que se sont révoltés les étudiants albanais en décembre, dénonçant les logiques libérales et les Partenariats-Public-Privé promus comme une panacée universelle par le gouvernement « social-démocrate » d'Edi Rama. Les ressortissants d'Albanie forment depuis quelques années la première nationalité parmi les demandeurs d'asile en France. Le pays pourtant est en paix, mais c'est cette violence radicale du libéralisme tel qu'il se pratique dans la périphérie européenne qui pousse toute la jeunesse d'un pays à s'enfuir.

Les citoyens d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, du Kosovo ou de Serbie rêvent bien sûr d'aller en Europe occidentale, mais beaucoup s'arrêtent dans les pays de la périphérie européenne, en Hongrie, en Slovaquie ou en Tchéquie… À Budapest, par un beau paradoxe, c'est une loi ultra-libérale du régime soi-disant « illibéral » de Viktor Orbán qui a déclenché un mouvement de contestation à la mi-décembre. Prévoyant de flexibiliser le recours aux heures supplémentaires pour la plus grande joie du patronat allemand, la « loi esclavagiste » agrège désormais contre elle partis politiques comme syndicats, et plus largement tous ceux qui s'opposent à un pouvoir despotique qui a phagocyté l'appareil d'État, légalisé la corruption, qui gouverne par l'intimidation et attise la haine contre les groupes sociaux vulnérables (les réfugiés, les sans-abri). Et comme à Belgrade, les médias publics sont mis au pas par un pouvoir autoritaire.

Il faut dire que la Hongrie a ouvert la voie dans la région, et essaime aujourd'hui ailleurs en Europe centrale. Les cléricaux-conservateurs polonais du parti Droit et Justice, dans le collimateur de Bruxelles pour atteinte à l'indépendance de la Justice et plus largement à l'État de droit, sont emmenés par un Jarosław Kaczyński qui trouve l'inspiration en Viktor Orbán. La tentation autoritaire se fait aussi sentir chez le voisin slovaque. L'assassinat en février 2018 du journaliste Ján Kuciak a jeté une lumière crue sur la corruption qui gangrène l'État slovaque, pourtant considéré comme le « bon élève » de l'Europe centrale. Déboulonné par la rue, l'homme fort du pays depuis une décennie, le prétendument social-démocrate Robert Fico, continue pourtant à tirer les ficelles en coulisses. Particulièrement véhémentes à Bratislava tout au long de l'année passée, les jeunes générations sont désormais aux premières loges de l'exigence démocratique et sociale dans la région. Comme à Varsovie, Prague et Budapest, le message qu'elles délivrent est on ne peut plus explicite : soit on leur donne voix au chapitre, soit elles rejoignent la cohorte de centaines de milliers de leurs aînés, qui ont émigré vers l'Europe du Nord et de l'Ouest.

L'avenir de l'Europe se joue dans ses marges

Le Courrier des Balkans et *Le Courrier d'Europe centrale* ont décidé de se rapprocher, pour mieux vous informer de cette effervescence qui gagne la périphérie européenne, mais le rapprochement n'est pas que d'occasion. Les pays dans lesquels nous travaillons, qu'ils soient déjà membre de l'UE ou seulement encore candidats, ont en effet en commun d'appartenir à une périphérie marginalisée, une périphérie qui n'aurait pas d'autre destin que d'être une banlieue manufacturière de l'Europe « riche », voire un simple réservoir de main d'œuvre, tout en devant aussi une fonction de gardes des frontières, face aux exilés qui arrivent de plus loin, d'Afrique, du Proche ou du Moyen Orient.

Ce rapprochement entre nos deux Courriers est donc la réponse éditoriale à une convergence politique profonde. Les deux sites d'information vont mettre en commun leurs forces pour améliorer leur offre auprès de leurs abonnés, à travers le développement de nouveaux sites Internet à l'horizon de fin 2019 ou début 2020, mais également en multipliant des initiatives éditoriales communes (enquêtes, reportages, analyses).

Nous partageons en effet une conviction, celle que l'avenir de l'Europe se joue dans ses marges, dans cette périphérie d'où peut rejaillir l'hydre du nationalisme guerrier, mais où peuvent naître aussi des alternatives nouvelles et citoyennes que nul n'est encore capable d'imaginer. L'Europe, et c'est peut-être bien cela la singularité de son destin depuis quelques siècles, n'a pas d'autre choix que de se réinventer ou de périr. Si nous vivons cette étrange période de « transition », ce « clair-obscur où surgissent les monstres » dont parlait Gramsci, nous croyons aussi, avec Hölderlin, que *« là est le danger, là est aussi ce qui sauve ».*

2019, Le Courrier d'Europe centrale, et vous